

Proposition de Communication au colloque
« Financement et Gouvernance des PME et ETI », ESDES, 2013

Les politiques publiques d'aide aux PME et TPE au Japon

FRANCOISE GUELLE, UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON 3

Après des années de déflation interminable et le choc de la catastrophe du 11 mars 2011 au Japon, l'Etat cherche à relancer la croissance grâce à de nouvelles stratégies industrielles. Les plans de relance établis au cours des précédentes décennies ont systématiquement consacré un volet à des soutiens spécifiques en faveur des petites et moyennes entreprises.

Cette communication brosse dans une première partie le cadre historique de la politique japonaise. L'intervention de l'Etat se concrétise dès 1948 avec la création d'une Agence gouvernementale dédiée aux PME en raison de leurs difficultés de financement dans la période d'après-guerre. Cette Agence définissait ses premiers objectifs pour les PME : les préparer à la réouverture du commerce international du Japon par une meilleure allocation des ressources en situation de pénurie, la hausse de leur niveau technique et l'amélioration de leurs capacités managériales. La Loi de modernisation des PME de 1963 visait à améliorer leur productivité et à renforcer leur capacité de négociation. Un fonds spécifique dédié à la productivité est confié à la « Japan Small Business Promotion Corporation ». Il incite les PME-TPE par des prêts à long terme et à très bas taux d'intérêt à se regrouper en coopératives pour pallier leurs faiblesses et bénéficier d'économies d'échelle. La priorité gouvernementale restait néanmoins le soutien aux grands groupes industriels privés afin de créer des champions nationaux capables de lutter avec les pays les plus avancés.

La période de Haute Croissance Economique du Japon jusqu'aux chocs pétroliers a ainsi développé la dualité de l'économie, avec d'un côté l'élite des grandes entreprises à forte compétitivité tant nationale qu'internationale, captant les sources de financements et offrant de hauts salaires, et d'autre part un vaste secteur de PME et TPE à faible valeur ajoutée avec de bas salaires. La concurrence que se livraient les firmes de la sous-traitance pour travailler avec les grands donneurs d'ordre conduisait à une cascade de sous-traitance, à la baisse des prix et à la détérioration de la rentabilité des entreprises.

Après la hausse du yen, l'éclatement des bulles spéculatives et l'entrée dans la crise financière, les Lois de 1995 et 1999 vont définir un nouveau cadre d'intervention pour l'Etat : la lutte contre les écarts créés par la structure duale de l'économie et leurs effets pervers sur la cohésion de la société. Il s'agit d'encourager l'innovation, la création d'entreprise, de faciliter l'acquisition des ressources tant managériales que techniques dans les PME, de les aider dans leurs transactions et de faciliter leur adaptation aux changements de l'environnement économique et social tout en contribuant au maintien des liens sociétaux. L'Etat cible directement l'entreprise individuelle avec le management de l'innovation dans les processus de production, de gestion et la création de nouveaux produits. On passe d'un objectif de modernisation de l'industrie à des objectifs de refonte du management des entreprises individuelles. Les ressources humaines sont identifiées depuis les années 90 comme un facteur clé de la compétition.

Dans une seconde partie, cette communication s'intéresse aux réponses institutionnelles apportées par le Japon au financement des PME et TPE japonaises dans un contexte de crise durable depuis les années 90. Au Japon, en réaction à la forte baisse de la demande intérieure, l'ajustement a porté sur la flexibilité des salaires à la baisse afin de maintenir l'emploi, fût-il précaire. La déflation induite s'est accentuée par la pression venue des produits d'Asie qui posent un défi majeur au Japon. La fragilisation du système bancaire n'a pas permis de sortir de crise.

Les plans de relance successifs ont fait la part belle aux lignes de crédits pour les PME, dont le BTP, sans résultats tangibles. Depuis 2006, environ 250 trilliards de yens sont injectés annuellement dans les PME : prêts directs par des banques privées ou des institutions publiques telles que la Société japonaise de financement qui sont un moyen de vaincre les réticences des banques privées. Les principaux reproches formulés à leur encontre portent sur l'inadéquation de l'offre d'aide trop standardisée (15 millions de yens, prêt bonifié inférieur de 0,3% au taux du marché) et l'incapacité des conseils managériaux à prendre la mesure de la complexification de l'environnement des TPE. Des mesures fiscales (baisse de la taxe professionnelle et réduction spéciale de 10% sur 3 ans en faveur de la reconstruction du Tohoku) sont appliquées depuis 2012, y compris aux entreprises individuelles.

Les prêts bonifiés devraient être désormais modulés pour favoriser la croissance des PME-TPE grâce au développement des affaires existantes, l'entrée dans de nouveaux domaines d'activités, l'expansion à l'étranger, l'amélioration des capacités technologiques. Les

entreprises impliquées dans le développement local, rural ou urbain, avec un management stable verront la durée des prêts bonifiés allongée jusqu'à la stabilisation de leur équilibre financier. Le système d'attribution des prêts par la Japan Finance Corporation sera simplifié afin de le rendre plus accessible.

Dans un environnement socio-économique marqué par le déclin démographique, le vieillissement de la population et les terribles conséquences du grand tremblement de terre de 2011, le nombre des PME-TPE a commencé à diminuer. Le système d'aides actuellement mis en place comporte deux volets principaux : l'expansion à l'étranger sous la coordination du METI et le soutien à la reconstitution du tissu économique dans les trois départements touchés par le tremblement de terre sous la coordination du Premier Ministre. Des tableaux synthétiques des plans de soutien seront présentés, montrant les implications des différents services de l'Etat et des institutions publiques ou privées sur ces deux axes prioritaires pour le Japon.

Références bibliographiques

Council for the Future of Small and Micro Enterprises, *Report*, June 16, 2012

Matsushima Shigeru, « Creation and Development of Small and Medium Enterprise Policies in Post-War Japan », *Entreprises et histoire*, 2001/2 n° 28, p. 10-19.

OCDE, Centre pour l'entrepreneuriat, les PME et le développement local, *L'impact de la crise mondiale sur le financement des PME et de l'entrepreneuriat et les réponses en termes d'action des pouvoirs publics, Contribution à la réponse stratégique de l'OCDE à la crise financière et économique*, OCDE 2009, 80p.

METI, 2012 *White Paper on Small and Medium Enterprises in Japan, Small and Medium Enterprises Moving Forward through Adversity*, Edited by Small and medium enterprise Agency, Ministry of Economy, Trade and Industry, Translated by Japan Small Business Research Institute, 2012, 317p.

METI, Research Institute of Economy, Trade and Industry, *Chusho Kigyo hakusho 2009 nenban* [2009 White Paper on Small and Medium Enterprises in Japan], 2009

METI, *Chusho kigyo hakusho 2010 nenban* [2010 White Paper on Small and Medium Enterprises in Japan], Nikkei Printing Inc., 2010

METI, *Chusho kigyo hakusho 2011 nenban* [2011 White Paper on Small and Medium Enterprises in Japan], Doyukan Inc., 2011

METI, *Framework for supporting SMEs in Overseas Business*, 23 juin 2011